



NOTE D'INFORMATION D'OXFAM 22 août 2019

Les sept péchés capitaux du G7

Comment le G7 favorise la crise des inégalités

Contexte

Emmanuel Macron a promis de faire de la lutte contre la pauvreté l'une des priorités du Sommet du G7 qui se tiendra cette année en France. Les leaders du G7 ont beau essayer de faire bonne figure en alertant régulièrement des dangers des inégalités extrêmes, ces leaders favorisent en fait activement ces inégalités dans leur pays et dans le monde entier. Dans la présente note d'information, Oxfam met en avant les sept enjeux majeurs que le G7 doit aborder pour que le sommet de Biarritz ne se solde pas simplement par un beau discours sur la lutte contre les inégalités.

Des inégalités hors de contrôle

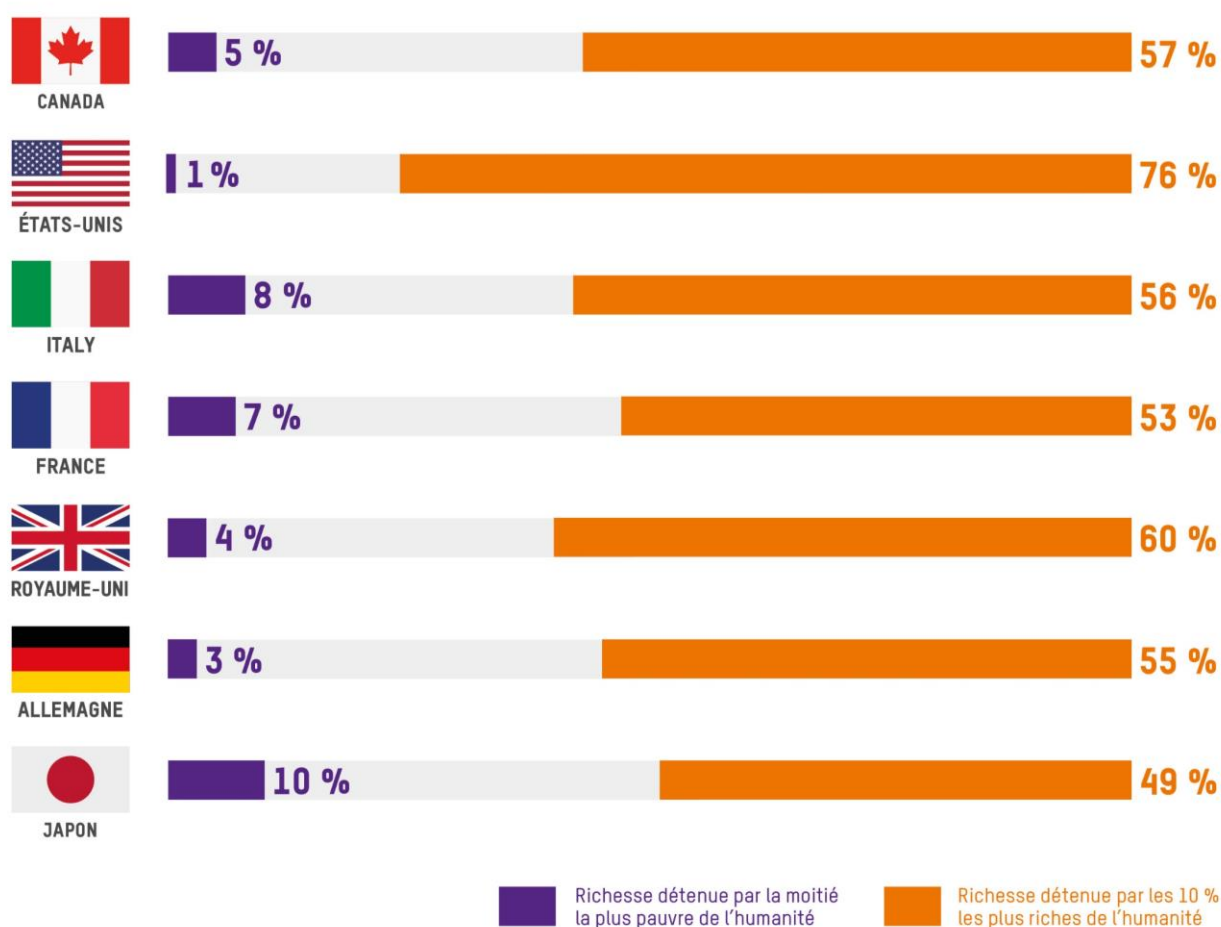
Le président français Emmanuel Macron a promis que le Sommet des dirigeants du G7, qui se tiendra cette année à Biarritz, aura la lutte contre les inégalités pour thème central. Ce n'est pas la première fois que le G7 s'intéresse à ce sujet : en 2017, sous la présidence italienne, il a adopté le programme politique de Bari sur la croissance et les inégalités¹. Ce programme énonçait une série de solutions politiques, mais n'a débouché sur aucune mesure concrète, aucun engagement ni aucun plan réel visant à apporter de véritables changements. Pendant ce temps, le fléau de l'inégalité continue de sévir, dans les pays du G7 et partout dans le monde, rendant la lutte contre la pauvreté plus difficile encore.

- D'après les statistiques de la Banque mondiale, le rythme de réduction de la pauvreté s'est ralenti de moitié depuis 2013². Si les tendances actuelles relatives à la croissance économique et aux inégalités se poursuivent, plus de 6 % de la population mondiale (soit environ 550 millions de personnes) continuera de vivre dans l'extrême pauvreté en 2030³.
- Les inégalités de revenus se sont aggravées dans tous les pays du G7 depuis les années 1980. Les 20 % les plus pauvres de la population des pays du G7 ne touchent, en moyenne, que 5 % du total des rémunérations, tandis que les 20 % les plus riches en perçoivent environ 45 %. À l'exception du Japon et du Canada, cet écart s'est creusé dans tous les pays du G7 depuis 2004, en particulier au Royaume-Uni et en Italie⁴.
- L'inégalité dans la répartition des richesses (se rapportant à la propriété des actifs financiers et non financiers) est également à la hausse. Plus de la moitié de la richesse

mondiale totale est détenue par des personnes qui vivent dans les pays du G7. Les 10 % les plus riches de la population des sept pays du G7 possèdent environ la moitié ou plus de la richesse de leur pays, tandis que les 50 % les plus pauvres en détiennent 10 % ou moins⁵.

- Les pays du G7 affichent par ailleurs une faible mobilité intergénérationnelle : en France et en Allemagne, il faut parfois six générations (soit plus de 150 ans) pour que les enfants des familles pauvres parviennent à gagner le revenu moyen dans leur pays ; cinq générations en Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis ; quatre au Canada et au Japon⁶. Ces niveaux élevés d'inégalité font qu'il est plus difficile pour les jeunes générations de progresser sur l'échelle des revenus, et celles-ci en sont de plus en plus conscientes. Une étude récente commandée par Oxfam révèle qu'en Italie, dans la tranche d'âge des 18 à 34 ans, deux jeunes sur trois pensent qu'ils ou elles ne seront pas mieux loti-e-s que leurs parents⁷.

Figure 1 : Inégalités de la répartition des richesses dans les pays du G7 (en 2018)⁸



Tous les pays du G7 se sont engagés à atteindre les objectifs de développement durable, y compris l'objectif 10, qui est axé sur la réduction des inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays. Malgré cela et en dépit de l'accent mis sur la « lutte contre les inégalités » pour le Sommet de cette année, le G7 ne parvient pas à prendre des mesures concluantes pour combler le fossé entre riches et pauvres ou pour s'attaquer, comme le dit le président Macron, à la crise du « modèle économique néolibéral » et du « capitalisme de l'accumulation de richesses »⁹.

Les pays du G7 ont contribué à cette crise en adoptant un régime néolibéral fondé sur la déréglementation et la privatisation, et en façonnant l'économie mondiale selon ce modèle. En vue

du Sommet de cette année, Oxfam s'est penchée sur les politiques que le G7 persiste à mettre en œuvre (dans sept domaines précis) et qui créent un fossé entre les personnes riches et les personnes pauvres et entre les pays riches et les pays pauvres.

Les « péchés capitaux » du G7

1. Une mainmise sur les politiques publiques

Dans la tendance à l'accumulation extrême des richesses, les pays du G7 sont les rois : 926 milliardaires vivaient dans les pays du G7 en 2018, soit environ 40 % du total mondial et 45 % de plus qu'au début de la crise financière mondiale en 2008. Les milliardaires du G7 sont plus riches que leurs homologues ailleurs dans le monde : ils détiennent plus de la moitié de la fortune totale des milliardaires depuis 2000¹⁰. Ces grandes fortunes et les entreprises qu'elles possèdent jouent souvent de leur pouvoir et de leur influence pour faire en sorte que la politique et l'élaboration des politiques au niveau national et international leur soient favorables.

Ce pouvoir et cette influence sur les politiques sont particulièrement flagrants dans l'industrie pharmaceutique aux États-Unis : ainsi, les sociétés pharmaceutiques dépensent plus de 200 millions de dollars chaque année en lobbying, plus que tout autre secteur¹¹. Grâce à leurs investissements, les sociétés pharmaceutiques sont en position de dicter les règles en matière de fiscalité, de commerce, de droits de propriété intellectuelle et de politique de santé, ce qui leur permet d'en tirer d'énormes bénéfices économiques au détriment des plus pauvres.

Par exemple, entre 2013 et 2015, quatre des principales sociétés pharmaceutiques américaines (Pfizer, Johnson & Johnson, Abbott et Merck & Co, également connue sous le nom de MSD), auraient évité de payer chaque année environ 3,5 milliards de dollars en impôts dans cinq pays du G7 : la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis. Sur la même période, ces entreprises auraient également omis de s'acquitter de leurs impôts à hauteur de 112 millions de dollars par an dans sept pays en développement : la Thaïlande, l'Inde, l'Équateur, la Colombie, le Pakistan, le Pérou et le Chili. Par ailleurs, ces quatre sociétés ont fait don de près de 44 millions de dollars à des candidats au Congrès américain entre 2010 et 2016¹², et ont réalisé des économies d'impôt estimées à au moins 7 milliards de dollars en 2018 grâce à la révision de l'impôt sur les sociétés de 2017 décrétée par le président Trump.

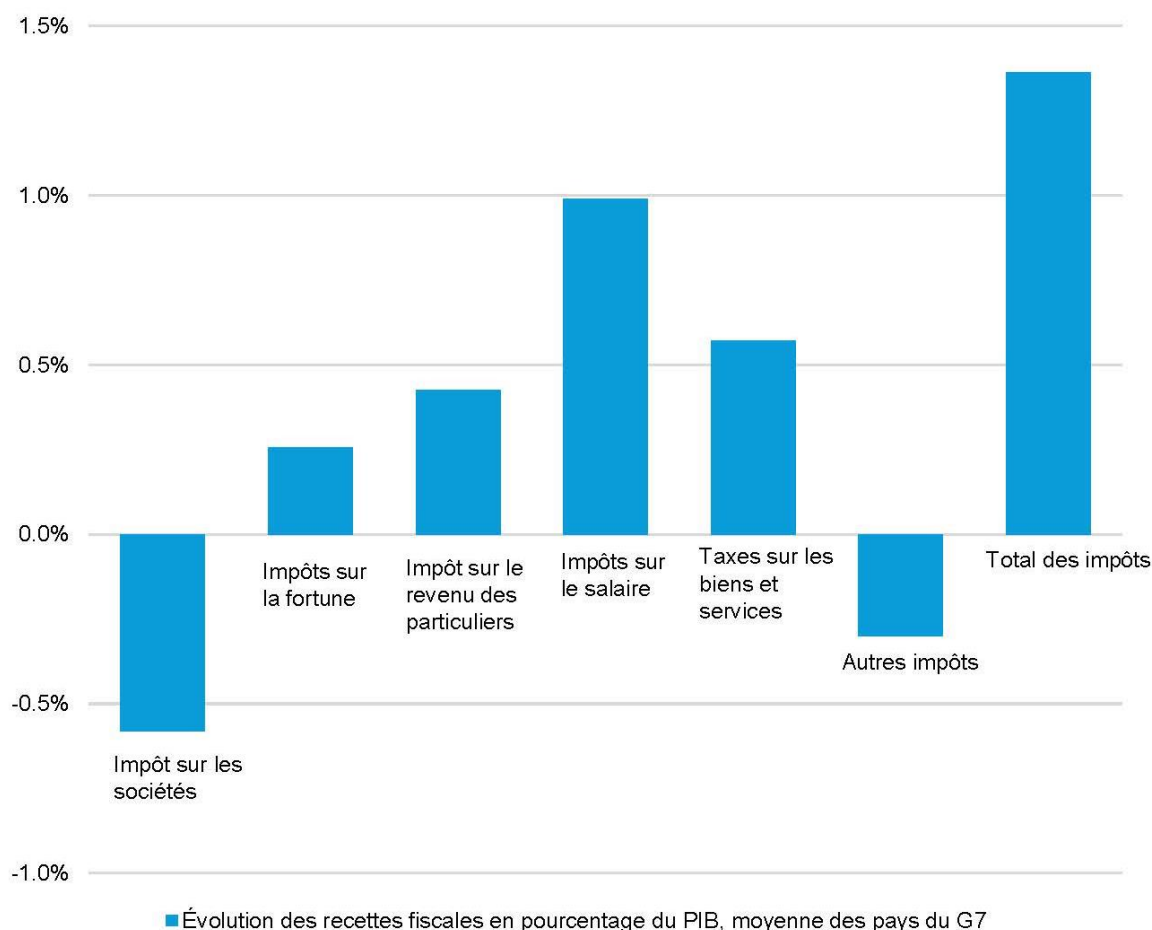
L'industrie pharmaceutique n'est pas la seule à tenter d'accaparer l'attention dans l'élaboration des politiques. Ainsi, l'industrie financière, dont la plupart des grands noms sont hébergés par les pays du G7, dépense environ 159 millions de dollars par an pour faire pression sur les institutions européennes¹³. Le lobbying des entreprises est une pratique très répandue au sein des institutions et des gouvernements de l'Union européenne. Suite aux révélations au sujet de la production, par Volkswagen, de voitures enfreignant les normes d'émissions en 2015, la compagnie automobile a réussi à faire pression sur le gouvernement allemand pour éviter toute répercussion effective sur le plan réglementaire et toute compensation à verser aux propriétaires de voitures¹⁴. Les groupes de pression des entreprises de premier rang ciblent le Conseil européen en utilisant des méthodes qui sont hors de portée des ONG et des syndicats. Par exemple, à travers ses réunions, la Table ronde des industriels européens met régulièrement en contact 50 patron-ne-s de grandes multinationales européennes avec les dirigeant-e-s français-e-s et allemand-e-s et le ou la président-e de la Commission européenne¹⁵.

2. Des réductions d'impôts pour les riches

Les gouvernements du G7 alimentent les inégalités dans leur pays et à l'échelle mondiale en rechignant à mettre en œuvre une fiscalité progressive et en adoptant des pratiques fiscales dommageables qui favorisent les personnes et les entreprises les plus riches, tout en minant la capacité des pays en développement de percevoir des recettes fiscales qui leur font cruellement défaut pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

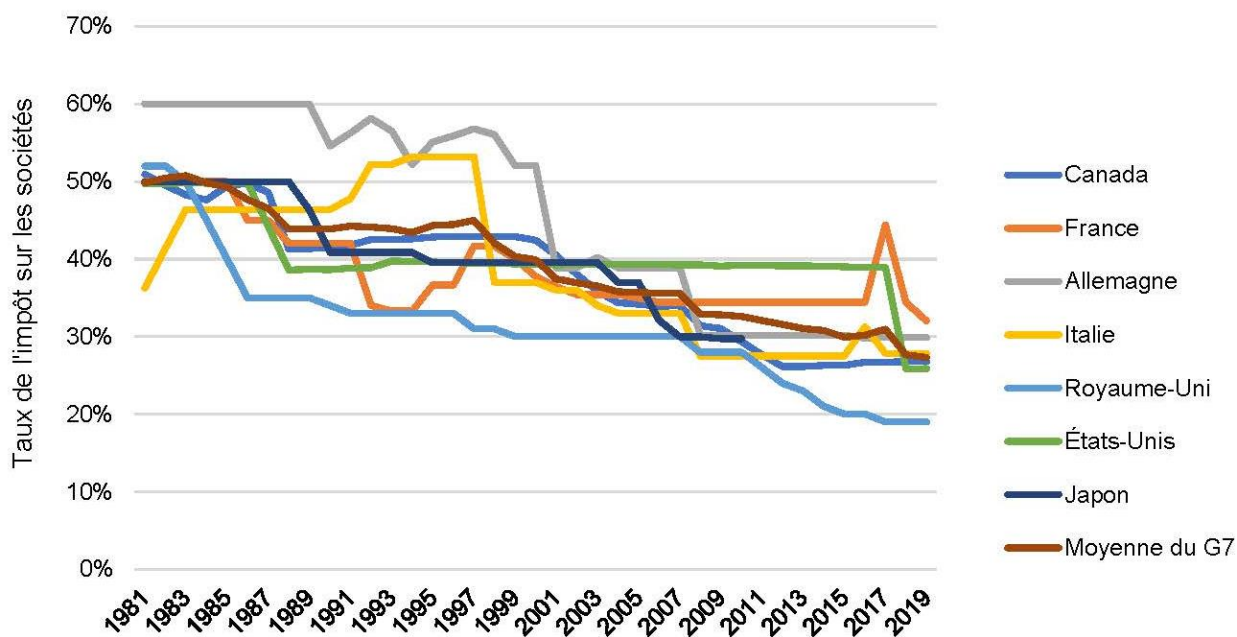
Dans l'ensemble du G7, les régimes fiscaux dépendent de plus en plus des ménages et des travailleuses et travailleurs de la classe moyenne. Au cours des dix dernières années, la part des recettes publiques provenant de l'imposition des sociétés a diminué de près de 2 % dans les recettes fiscales totales, tandis que la part de celles provenant de l'imposition des revenus des travailleuses et travailleurs a augmenté dans la même proportion, voire davantage dans le cas des impôts sur les salaires (cf. figure 2)¹⁶.

Figure 2 : Le fardeau de l'impôt passe des sociétés aux ménages dans les pays du G7, entre 2007 et 2016



La baisse des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés est le reflet d'une tendance à long terme à la baisse des taux d'imposition des sociétés, un processus constaté dans une certaine mesure dans tous les pays du G7. Le taux moyen de l'impôt sur les sociétés dans les pays du G7 a presque diminué de moitié, passant de 50 % en 1981 à seulement 27 % en 2019¹⁷.

Figure 3 : Évolution du taux d'impôt sur les sociétés dans les pays du G7, entre 1981 et 2019



Source : données issues de Tax Foundation et de la base de données OECD.Stat. Pour plus de détails, voir la note 17 en fin de document.

De nombreuses entreprises du G7 bénéficient également des incitations fiscales qu'elles peuvent négocier avec les gouvernements en échange de leurs investissements, ce qui finit souvent par priver les pays en développement de précieuses recettes fiscales. C'est particulièrement le cas dans les pays pauvres d'Afrique. Au Mali, par exemple, les exonérations fiscales totales ont atteint l'équivalent de près de 11 % du budget du pays en 2015, soit près de quatre fois le budget national alloué à l'éducation. Si ces sommes avaient été investies dans la santé, elles auraient pu permettre à plus de 4 millions de Maliens d'avoir accès à des soins de santé primaires¹⁸.

Bien qu'ils affichent la plus grande concentration de richesse et le plus grand nombre de milliardaires au monde, les pays du G7 n'imposent que légèrement le patrimoine, ce qui a pour conséquence que seulement 3 % environ de leur PIB provient des impôts sur la fortune. Cette proportion pourrait être bien supérieure. Pour illustrer ce manque à gagner, il faut savoir que si le 1 % des personnes les plus fortunées des pays du G7 payait 0,5 % d'impôt supplémentaire sur leur patrimoine, cela permettrait de générer 272 milliards de dollars supplémentaires par an¹⁹. Cette somme serait suffisante pour honorer l'engagement pris par les pays du G7 de contribuer, avec d'autres pays riches, à dégager 100 milliards de dollars par an pour soutenir l'action climatique dans les pays en développement, tout en augmentant les dépenses d'aide au développement de sorte à ce qu'elles atteignent l'objectif de 0,7 % du revenu national dans tous les pays du G7²⁰.

Encadré 1 : Comment l'impôt sur la fortune pourrait-il fonctionner dans la pratique au Royaume-Uni ?

À titre illustratif, Oxfam a calculé le montant qu'un impôt sur la fortune pourrait générer au Royaume-Uni si ce pays appliquait le même régime que celui utilisé en Espagne. Ce régime consiste à imposer la fortune à partir d'un seuil d'environ 750 000 livres sterling à un taux commençant à 0,2 %, augmentant par paliers pour atteindre 2,5 % pour un patrimoine net d'environ 12 millions de livres. Avec ce régime, 90 % des recettes fiscales proviendraient du 1 % des ménages les plus riches. Les retraites et une somme équivalente au prix moyen d'un logement ne seraient pas taxées. Si l'on exclut les éventuelles incidences d'une telle taxe sur le plan comportemental, qui sont imprédictibles, ce système permettrait de générer environ 10 milliards de livres sterling de recettes supplémentaires par an, qui pourraient être utilisées pour lutter contre la pauvreté au Royaume-Uni et à l'étranger. Un impôt progressif de ce type aurait également un impact direct sur le coefficient de Gini du Royaume-Uni, en réduisant les inégalités d'environ 1 %²¹.

La nouvelle législation fiscale américaine promue par le président Trump, adoptée en 2017, est un exemple criant de favoritisme des grandes entreprises et des citoyen-ne-s les plus fortuné-e-s au détriment des pauvres et de la classe ouvrière. Cette loi a récompensé les sociétés américaines qui détenaient des milliards de dollars dans des paradis fiscaux en leur accordant une réduction d'impôt unique pour « rapatrier » les fonds, sans pour autant dissuader les entreprises de s'adonner à l'évasion fiscale. La « loi Trump » a également réduit l'impôt sur les sociétés, qui est passé de 35 % à 21 %, tout en créant une myriade de nouvelles échappatoires possibles. La croissance économique promise suite à l'adoption de cette loi ne s'est pas concrétisée²², notamment parce que de nombreuses entreprises ont utilisé leurs liquidités supplémentaires pour racheter des actions (ce qui a pour conséquence de faire monter le cours des actions et profite principalement aux investisseurs et à la direction des entreprises) au lieu d'accroître la productivité, de créer des emplois ou d'augmenter les salaires²³.

En 2017 et 2018, la série de réformes fiscales entreprises en France se sont également soldées par des baisses d'impôts pour les riches : le revenu disponible des 1 % les plus riches de la population française a augmenté de 6 %, tandis que celui des 0,1 % les plus riches s'est accru de presque 18 %. Dans le même temps, le revenu disponible des 9 % les plus pauvres a diminué de 1 %²⁴. Par ailleurs, le gouvernement français a récemment décrété des réductions d'impôts sur le patrimoine financier qui favorisent de façon disproportionnée les personnes les plus fortunées.

3. Des dépenses sociales négligées

L'universalité des services publics tels que l'éducation, les soins de santé et la protection sociale est un moteur indéniable de la lutte contre la pauvreté et favorise la réduction des écarts entre riches et pauvres, ainsi qu'entre femmes et hommes. Certains pays du G7 ont fait ce constat il y a longtemps, en construisant des États-providence forts, dotés de services publics tels que le National Health Service au Royaume-Uni. Cependant, ces dernières années, les services publics ont été pris pour cibles, faisant l'objet de compressions budgétaires, de réformes et de privatisations sous prétexte d'austérité et de consolidation de la dette, ce qui a entravé l'accès des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables à ces services, tout en aggravant la pauvreté et les inégalités. Dans le même temps, les pays du G7 n'ont pas déployé suffisamment d'efforts pour libérer le potentiel des services publics dans les pays en développement à travers l'aide internationale et en leur fournissant une assistance technique. Dans certains cas, ils favorisent même la privatisation de ces services.

Malgré leur importance dans la lutte contre les inégalités, les investissements publics dans l'éducation ont diminué en pourcentage du PIB dans la plupart des pays du G7 entre 2011 and 2015²⁵. Ainsi, en Italie, les dépenses d'éducation ont été réduites de près de 10 % (soit environ 7 milliards d'euros) entre 2009 et 2012²⁶. En outre, étant donné que les coûts liés à l'éducation, aux soins de santé et au logement ont augmenté plus rapidement que l'inflation dans

la plupart des pays du G7, les ménages ont aujourd'hui plus de difficultés à se procurer ces services essentiels²⁷.

Ce sont les femmes et les enfants qui paient le plus lourd tribut de l'insuffisance des dépenses publiques. En moyenne, ces dix dernières années, la pauvreté infantile a augmenté dans les pays du G7²⁸, surtout en Italie, où plus d'un million d'enfants vivaient dans l'extrême pauvreté en 2018²⁹. D'après les estimations, au Royaume-Uni, la pauvreté absolue des enfants aura augmenté d'environ 4 points de pourcentage en 2021/2022 par rapport à 2015/2016, en grande partie en raison des modifications apportées aux régimes fiscaux et de protection sociale³⁰. D'après un rapport publié récemment par le Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, ce sont les femmes, les minorités ethniques et les personnes handicapées qui sont les plus durement touchées par ces compressions budgétaires³¹.

Les modalités de financement et de fonctionnement des services publics revêtent une importance tout aussi grande que la part même de budget qui leur est allouée. Ainsi, les États-Unis affichent les dépenses de santé les plus élevées au monde, mais leur régime complexe, onéreux et fortement privatisé a ruiné des millions d'Américain-e-s (2 millions pour la seule année 2013)³². Si les modifications du régime de soins de santé prônées par l'administration Trump étaient approuvées, on estime que 30 millions de personnes supplémentaires aux États-Unis perdraient l'assurance maladie dont elles bénéficient actuellement³³.

En matière d'aide internationale, certains gouvernements du G7 s'emploient activement à promouvoir et à financer le rôle accru des acteurs à but lucratif dans les systèmes de santé et d'éducation pourtant déjà fragiles des pays à revenu faible et intermédiaire. Le Royaume-Uni et la France ont investi dans des écoles privées dites « à bas prix » au nom du développement³⁴, parfois en partenariat avec la Banque mondiale³⁵. Pourtant, il apparaît de plus en plus clairement que les partenariats public-privé dans le domaine de l'éducation ne donnent pas nécessairement de meilleurs résultats que l'enseignement financé par les deniers publics. En outre, des questions se posent quant à l'inégalité d'accès à ces écoles, la mauvaise qualité de l'éducation et la faible redevabilité dans ce domaine. En fait, les écoles privées « à bas prix » excluent souvent les élèves les plus pauvres, en particulier les filles, et les cours y sont dispensés par des enseignant-e-s mal payé-e-s et peu qualifié-e-s³⁶.

Dans le domaine des soins de santé, les agences nationales de coopération des pays du G7 encouragent de plus en plus la collaboration avec les acteurs du secteur privé, en particulier avec les entreprises des pays du G7, malgré l'absence de données probantes sur les coûts et les avantages que cette collaboration est censée avoir pour les systèmes de santé des pays pauvres³⁷. Par exemple, les institutions de financement du développement (IFD) de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni se sont engagées ensemble à verser 425 millions de dollars aux entreprises de soins de santé depuis 2013³⁸. Lors d'une allocution prononcée récemment, le président Macron a déclaré :

« Ce dont l'Afrique a besoin, ce sont de financements pour ouvrir des structures de soins [...]. Je demanderai pour cela aux fonds d'investissements privés français, aux assureurs français [...], je veux que des financements privés français servent demain à ouvrir des cliniques de qualité à Abidjan, Dakar, Ouagadougou... »³⁹.

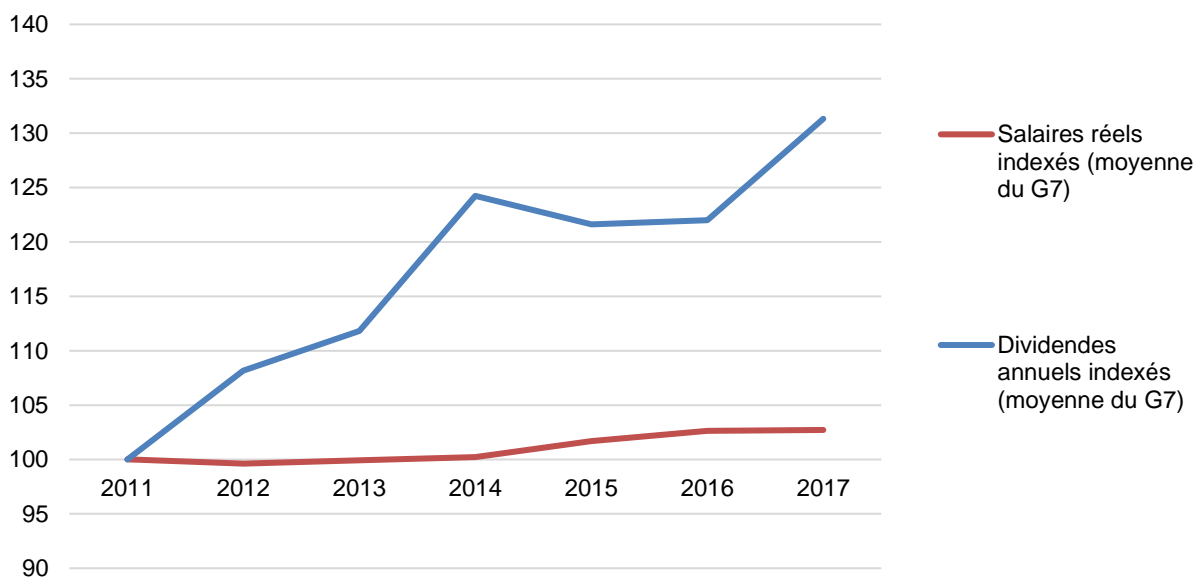
4. Priorité aux actionnaires

Les économies des pays du G7 peuvent toutes être caractérisées, à des degrés variables, par un modèle de capitalisme néolibéral dont la priorité est de maximiser les bénéfices des actionnaires. Ce modèle, que les pays du G7 ont exporté dans le monde entier, perpétue les inégalités, au niveau domestique et entre les pays, et entrave la lutte contre la pauvreté, car il tend à affecter les

salaires et les conditions de travail, ce qui entraîne souvent un nivellement par le bas des droits du travail et une augmentation des exonérations fiscales dans les pays en développement.

L'objectif principal des grandes entreprises est de satisfaire leurs actionnaires. Pourtant, chaque dollar perçu par un-e riche actionnaire est un dollar qui ne sera pas investi dans des augmentations de salaire, l'offre de contrats sûrs, la formation et les activités de recherche et développement. Alors que les dividendes ont atteint leur niveau le plus élevé en 2017⁴⁰ et 2018, et qu'il est probable qu'il en soit de même en 2019⁴¹, les salaires stagnent dans la plupart des pays. Entre 2011 et 2017, les salaires moyens ont augmenté de moins de 3 % dans les pays du G7. Les dividendes empochés par les actionnaires ont, quant à eux, augmenté de 31 %⁴².

Figure 4 : Croissance de la rémunération des actionnaires fortuné-e-s et stagnation des salaires dans les pays du G7, de 2011 à 2017⁴³



Du fait de la stagnation et de la baisse des salaires, la part de travailleurs et travailleuses des pays du G7 qui pourraient se retrouver pris-es au piège de la pauvreté n'a fait qu'augmenter ces dix dernières années, pour atteindre 9 % en Allemagne, plus de 7 % en France, 12 % en Italie et près de 9 % au Royaume-Uni⁴⁴. En Italie, 75 % des femmes travaillant dans des exploitations de fruits et légumes interrogées par Oxfam et Terra! ont déclaré qu'elles-mêmes ou un membre de leur famille avaient réduit le nombre de leurs repas au cours du mois écoulé par manque de nourriture⁴⁵. En France, un million de personnes qui travaillent vivent en dessous du seuil français de pauvreté⁴⁶.

Les risques posés par les inégalités et la pauvreté qui résultent de récompenses excessives accordées aux actionnaires et la manière dont ils affectent les personnes qui travaillent est visible tout au long de la chaîne d'approvisionnement, et ce dans le monde entier. Par exemple, de nombreuses jeunes ouvrières de l'industrie de la confection textile œuvrant pour le secteur de la mode dans les pays du G7 travaillent 11 heures par jour, six ou sept jours par semaine, pour un salaire de 4 \$ par jour, une somme qui ne suffit bien souvent pas à satisfaire leurs besoins fondamentaux en nourriture et soins médicaux⁴⁷. De même, les marchés mondiaux de l'alimentation sont dominés par de grandes chaînes internationales de supermarchés qui en tirent d'énormes bénéfices, mais qui ne se privent pas pour utiliser leur pouvoir d'achat colossal dans le but d'exercer des pressions sur leurs fournisseurs (la plupart du temps, de petit-e-s paysan-ne-s et

des travailleurs et travailleuses pauvres) afin de réduire les coûts⁴⁸. En Afrique du Sud, plus de 90 % des femmes interrogées par Oxfam dans des exploitations de raisin fournissant les supermarchés ont déclaré ne pas avoir eu assez à manger au cours du mois écoulé. Payer un salaire minimum vital aux 30 000 personnes ramassant du raisin en Afrique du Sud équivaldrait à 10 % des dividendes versés en moyenne aux actionnaires des supermarchés du Royaume-Uni, dont Sainsbury's, Tesco et Morrisons, en 2016⁴⁹.

Ce modèle privilégiant les actionnaires creuse les inégalités en renforçant les écarts de rémunération entre les travailleurs et travailleuses moyen-ne-s et les PDG. Si les salaires des travailleurs et travailleuses moyen-ne-s stagnent ou baissent, les dirigeant-e-s bénéficient de récompenses financières croissantes. Au Royaume-Uni, le cachet moyen des PDG des cent entreprises les mieux capitalisées cotées à la bourse de Londres, était déjà 47 fois plus élevé que le salaire d'un-e salarié-e moyen-ne en 1998, mais il était 145 fois plus élevé en 2017⁵⁰. Au Canada, le salaire moyen parmi les 100 PDG les mieux payé-e-s est 194 fois plus élevé que celui d'un-e Canadien-ne moyen-ne⁵¹. En France, les PDG du CAC 40 (Cotation Assistée en Continu)⁵² gagnent en moyenne 280 fois plus que le salaire minimum et 119 fois plus en moyenne que leurs employé-e-s⁵³. Ces disparités deviennent grotesques lorsque l'on compare ces revenus à ceux des travailleurs et travailleuses de la chaîne d'approvisionnement des pays en développement. Il faudrait plus de 4 000 ans à une ouvrière travaillant dans une usine de transformation de crevettes en Thaïlande pour gagner le salaire annuel du directeur général le mieux payé d'un supermarché aux États-Unis⁵⁴.

Enfin, si ce modèle renforce les inégalités, c'est aussi parce que les propriétaires des plus grandes entreprises sont les personnes les plus riches de nos sociétés, qui voient leurs fortunes se multiplier grâce aux bénéfices exponentiels qu'elles génèrent. Par exemple, la moitié des Américain-e-s détiennent des actions sur le marché boursier des États-Unis, mais les 4 % des ménages les plus riches concentrent la moitié de toutes ces actions⁵⁵.

5. Montée en flèche des températures

La crise du climat est intrinsèquement liée aux inégalités économiques : elle résulte des gaz à effet de serre émis par notre modèle de développement non durable qui enrichit les riches aux dépens des pauvres depuis plus d'un siècle.

Les pays du G7 ont la responsabilité d'organiser la transition vers un modèle de développement préservant l'environnement. Ce sont eux qui, depuis toujours, sont responsables de la majorité des émissions, et leurs économies restent dépendantes d'une consommation frénétique. À l'exception de l'Italie, tous les pays du G7 font partie des dix pays émettant le plus de CO₂⁵⁶.

Près de la moitié des émissions mondiales provenant de la consommation peuvent être attribuées aux 10 % de personnes les plus riches⁵⁷. De ces émissions, 77 % sont générées par les 10 % les plus riches des pays du G7⁵⁸. La moitié la plus pauvre de l'humanité est responsable de 10 % seulement des émissions à l'échelle mondiale.

Même si ce sont elles qui contribuent le moins au changement climatique, les personnes les plus pauvres sont les plus exposées à des événements climatiques extrêmes et imprévisibles, comme en ont témoigné les cyclones Idai et Kenneth de mars 2019, qui ont fait basculer la vie de plus de 2,6 millions de personnes au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe⁵⁹. La crise du climat creuse également les inégalités économiques au niveau mondial, car elles affectent davantage les économies des pays en développement que celles des pays plus privilégiés⁶⁰. On estime par exemple que le PIB par habitant du Bangladesh était 12 % moins élevé qu'il n'aurait dû l'être lors des deux décennies précédentes 2010 en raison du changement climatique⁶¹.

En outre, les pays du G7 ne prennent pas les mesures nécessaires pour réduire les émissions dont ils sont responsables. Selon l'analyse Climate Action Tracker, aucun des engagements pris à l'heure actuelle contre le changement climatique dans les pays du G7 n'est assez ambitieux pour atteindre l'objectif fixé par l'accord de Paris : limiter la hausse des températures à 1,5°C⁶². L'administration du président Trump a même déclaré avoir l'intention de se retirer de l'accord de Paris. Même l'Allemagne, pays souvent perçu à tort comme un leader de la lutte contre le changement climatique, ne sera pas à même d'atteindre son objectif de 40 % de réduction des émissions avant 2020⁶³, en raison notamment de son inaction dans les secteurs des transports et de la construction. Le projet du pays de réduire progressivement les émissions de charbon d'ici à l'année 2038 arrive huit ans trop tard au vu de la résolution prise dans le cadre de l'accord de Paris de limiter la hausse des températures à 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels⁶⁴.

Les pays du G7 n'aident pas suffisamment les pays pauvres, qui doivent gérer le fardeau et les coûts du changement climatique, à s'adapter à la crise. Par exemple, il est impossible de savoir, à l'heure actuelle, si les pays du G7 pourront respecter l'engagement pris par les pays riches de faire passer l'aide climatique aux pays en développement à 100 milliards de dollars par an d'ici 2020⁶⁵.

6. Soutenir des économies qui excluent les femmes

Les inégalités entre les genres font obstacle à l'égalité économique, et la parité entre les femmes et les hommes est impossible tant que notre système économique sera inégalitaire et injuste. Bien que les pays du G7 aient fait de gros progrès en matière d'équité entre les genres en mettant en place des politiques et interventions diverses, les femmes et les filles font toujours face à des discriminations sociales, culturelles, économiques et institutionnelles qui pérennisent les inégalités entre les genres en termes de participation à la vie économique et d'opportunités.

Par exemple, dans les pays du G7, les femmes ont plus de chance que les hommes d'aller à l'université⁶⁶, mais sont moins susceptibles d'exercer une activité professionnelle. En Italie, seules 56 % des femmes font partie de la population active. Il s'agit là de l'un des taux les plus faibles des pays de l'OCDE⁶⁷. Les femmes occupent généralement des postes moins bien rémunérés et plus précaires. L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes s'est comblé depuis l'an 2000, mais les femmes des pays du G7 gagnaient en moyenne 14 % de moins que les hommes en 2017⁶⁸. Au Royaume-Uni, près du tiers des femmes exerçant une activité professionnelle perçoivent un salaire ne leur permettant pas d'avoir un niveau de vie décent⁶⁹. En France, les femmes sont surreprésentées dans les métiers les plus précaires et les moins bien payés, et occupent les trois quarts des postes à temps partiel⁷⁰. En Italie, 33 % des femmes occupent ce type de postes, contre seulement 9 % des hommes⁷¹, et dans tous les pays du G7, le taux de travail à temps partiel involontaire est 1,5 (États-Unis) à 3,5 (Japon) fois plus élevé chez les femmes que chez les hommes⁷².

Ces disparités résultent en grande partie du fait que la majorité des activités de soins non rémunérées incombent encore aux femmes. C'est encore plus vrai au Japon et en Italie, où les femmes passent respectivement près de cinq et trois fois plus de temps sur des activités de soins non rémunérées que les hommes. En Allemagne et au Canada, elles y passent 1,5 fois plus de temps que les hommes⁷³. Au Japon, plus d'un million de femmes ont quitté leur travail pour se consacrer à l'éducation des enfants en 2017, pour seulement 13 000 hommes⁷⁴. Aux États-Unis, du fait de l'absence de législation régissant ce domaine, il est particulièrement difficile pour les deux parents de mener de front grossesse et activité professionnelle : il s'agit de l'un des seuls pays au monde qui ne dispose d'aucun congé parental payé pour les employé-e-s.

7. Des promesses d'aide non respectées

L'aide au développement peut grandement contribuer à la réduction des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres tout comme au sein des pays pauvres. Bien que les pays du G7 apportent les trois quarts de l'aide publique au développement (APD) à l'échelle mondiale, à l'exception du Royaume-Uni, ils n'ont pas respecté leur engagement à allouer 0,7 % de leurs revenus nationaux à l'APD. Au contraire, on a noté l'année dernière un déclin de plus de 2 % des fonds d'aide alloués par les pays du G7⁷⁵, et 9 % de ces fonds en moyenne ont été utilisés pour limiter le flux de réfugié-e-s en direction de ces pays ou pour la rétention de migrant-e-s aux frontières⁷⁶. En 2017, l'Allemagne a dépensé près d'un quart de son budget d'aide (soit plus de 6 milliards de dollars) pour financer ses propres dépenses liées à l'accueil de réfugié-e-s, ce qui a fait du pays le principal bénéficiaire de l'aide allemande cette année-là⁷⁷. Les pays riches ayant la responsabilité et l'obligation d'accueillir des réfugié-e-s, ces dépenses ne devraient pas être comptabilisées dans l'aide au développement, étant donné qu'elles ne contribuent pas à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement.

Tableau 1 : Part de l'APD dans les pays du G7 en 2018 par rapport aux revenus nationaux

Pays	Canada	France	Allemagne	Italie	Japon	Royaume-Uni	États-Unis	Moyenne
Pourcentage de l'APD par rapport aux revenus nationaux (2018) ⁷⁸	0,28	0,43	0,61	0,24	0,28	0,7	0,17	0,39

Source : Profils de la Coopération pour le développement de l'OCDE pour 2019 : <http://www.oecd.org/fr/cad/rapport-cooperation-pour-le-developpement/>

En outre, les pays du G7 n'acheminent pas forcément les fonds destinés à l'APD vers les pays et les secteurs où ils pourraient avoir l'impact le plus fort sur la pauvreté et les inégalités. En 2017, 22 % seulement du budget total alloué à l'ADP dans les pays du G7 était envoyé vers les pays les moins avancés (PMA)⁷⁹. Par exemple, la région du Sahel, qui est l'une des plus pauvres du monde, n'a reçu que 1 % de l'APD provenant des pays du G7.

Les bailleurs de fonds utilisent également de plus en plus l'aide pour promouvoir, attirer et subventionner les investissements du secteur privé dans les pays en développement, en utilisant leurs IFD pour acheminer leurs fonds. Par exemple, CDC Group, l'IFD du Royaume-Uni, a reçu près de 1,9 milliard de livres sterling d'investissements de la part du ministère du Développement international du Royaume-Uni entre 2015 et 2018, et on prévoit que ce chiffre s'élèvera à 2 milliards de livres sterling au cours des prochaines années⁸⁰.

Cette tendance pose problème, notamment en raison du peu d'aide allouée aux secteurs qui sont essentiels à la lutte contre les inégalités et la pauvreté, comme le financement vital des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale publics. L'Agence Française de Développement (AFD) a considérablement augmenté son investissement dans le secteur privé, aux dépens du financement des secteurs sociaux : le financement du secteur privé est passé de 14 % de son portefeuille d'activités en 2016 à 19 % en 2017, alors que l'investissement de la France dans l'éducation et la santé a chuté de 7 à 4 % au cours de cette période.

S'ils souhaitent maximiser l'impact positif de l'aide sur la pauvreté et la réduction des inégalités, les bailleurs du G7 doivent redoubler d'efforts pour aider les pays en développement à mettre en place des impôts progressifs qu'ils mettront à profit de manière responsable. Pourtant, en 2017, les pays du G7 n'ont alloué que 0,19 % de leur APD à la mobilisation de ressources domestiques⁸¹. S'ils se

sont engagés à multiplier leur aide à la mobilisation de ressources domestiques par deux d'ici 2020, ils sont sur le point de rompre cette promesse.

L'aide des pays du G7 est également insuffisante en termes de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes et d'autonomisation des femmes dans les pays en développement, des prérequis essentiels si nous souhaitons éradiquer la pauvreté dans le monde. En 2016-2017, moins de 4 % de l'aide du G7 avait la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes pour principal objectif, et 0,1 % seulement a été alloué aux organisations et institutions travaillant sur l'égalité entre les genres⁸². On note toutefois des différences considérables entre les pays. Par exemple, le Canada a remanié sa politique étrangère pour y intégrer les principes féministes et 76 % de son aide vise à contribuer à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'autonomisation des femmes. En parallèle, moins d'un tiers de l'aide française et 22 % seulement de l'aide des États-Unis s'y consacrent⁸³. Le bilan des États-Unis en matière de conception de stratégies d'aide s'attaquant aux causes profondes des injustices de genre est également mitigé. Le récent rétablissement de la « politique de Mexico », qui bloque le financement fédéral aux organisations non gouvernementales qui pratiquent l'avortement ou fournissent des informations sur l'avortement, militent pour la décriminalisation de l'avortement ou cherchent à développer les services d'avortement, en est un exemple parlant.

Comment les pays du G7 peuvent-ils combler le fossé entre les riches et les pauvres, chez eux comme dans les autres pays ?

Les niveaux extrêmes d'inégalités que l'on observe aujourd'hui ne sont pas inévitables. Ils sont le résultat de choix politiques. Les pays du G7 ont alimenté ces inégalités en adoptant des politiques qui génèrent et alimentent la crise des inégalités. Toutefois, ils pourraient changer les choses s'ils adoptaient des politiques et des pratiques promouvant une économie plus humaine tournée vers les intérêts de tous les citoyens et s'ils utilisaient leur influence pour mettre au point des réformes similaires dans le monde entier et cherchaient à prendre exemple sur les politiques bénéfiques mises en place dans d'autres pays.

Lors du Sommet de Biarritz qui se tient cette semaine, les leaders du G7 ont l'opportunité de partir sur cette lancée. Voici quelques mesures qui s'avèrent essentielles pour atteindre ces objectifs.

1. Mettre au point des plans concrets avec une date butoir claire visant à combler le fossé entre les riches et les pauvres chez eux et à encourager les pays en développement à en faire de même. Les gouvernements doivent collecter régulièrement des données à jour sur la consommation, les revenus et la fortune afin de bien cerner les inégalités nationales.

Ils doivent aussi établir des commissions nationales sur la pauvreté et les inégalités afin d'examiner les dépenses publiques et les politiques du gouvernement et d'évaluer leur impact sur la réduction des inégalités. Certains pays sont sur la bonne voie, comme l'Italie, dont le gouvernement évalue ses politiques et dépenses par rapport à 12 indicateurs de bien-être (liés notamment à la pauvreté et aux inégalités) que l'institut italien de la statistique surveille⁸⁴. En 2017, en Écosse, le gouvernement a mis en place une commission indépendante sur la pauvreté et les inégalités qui le conseille en matière de la lutte contre la pauvreté et les inégalités et examine les mesures qu'il prend dans ces domaines.

2. S'assurer que les plus grandes fortunes et les multinationales paient leur juste part d'impôt. Soutenir des réformes fondamentales du système fiscal mondial qui donneraient autant de pouvoir de décision aux pays en développement qu'aux pays développés, dans le cadre des processus actuels du G20 et de l'OCDE, dont :

- l'introduction d'un taux effectif d'imposition minimum dans tous les pays, fixé à un niveau ambitieux et appliqué au cas par cas, sans exception ;
- des mesures soumettant les entreprises à un impôt dans les pays où elles réalisent des bénéfices, plutôt que dans les paradis fiscaux où elles sont enregistrées.

Les pays du G7 doivent faire plus pour faire payer des impôts équitables aux plus riches, notamment en augmentant l'impôt sur la fortune, en utilisant les mesures déjà en place et en créant de nouvelles pour combattre la pauvreté et les inégalités, par exemple en investissant les recettes additionnelles générées dans des actions contre le changement climatique et dans l'aide à l'égalité entre les femmes et les hommes.

3. Investir dans des services publics universels et gratuits, comme la santé, l'éducation et la protection sociale, avec par exemple des prestations sociales destinées aux enfants et des régimes de retraite, conçus pour répondre aux besoins de chaque citoyen-ne, et en particulier des femmes et des filles, et soutenir les pays en développement pour qu'ils puissent en faire de même. Les pays du G7 doivent mettre un terme à la privatisation des services publics et veiller à ce que le financement des institutions multilatérales comme l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale soutienne des services publics de santé et d'éducation de qualité plutôt que des écoles et des cliniques privées.

En 2016, le gouvernement canadien a donné l'exemple en introduisant l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), un paiement mensuel exonéré d'impôt versé aux familles éligibles pour les aider à assumer le coût de l'éducation des enfants. L'allocation, qui a fortement contribué à réduire la pauvreté des enfants, est plus élevée pour les familles les plus pauvres, peut atteindre 6 400 dollars canadiens par enfant de moins de six ans et 5 400 dollars canadiens par enfant de 6 à 18 ans vivant dans des familles dont les revenus sont inférieurs à 30 000 dollars canadiens⁸⁵.

4. Promouvoir un modèle commercial caractérisé par une distribution plus équilibrée des profits et des rapports de force entre les actionnaires et les salarié-e-s, en demandant aux entreprises de publier des informations sur les inégalités salariales (notamment les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes et entre les PDG et leurs salarié-e-s dans tous les pays où elles opèrent) et d'établir des normes communes.

Des décisions positives ont déjà été prises dans certains pays du G7 : les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la France ont par exemple déjà mis en place des lois forçant les sociétés cotées en bourse à divulguer des informations sur les compensations annuelles perçues par les PDG et leurs salarié-e-s. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni disposent également de législations imposant des obligations similaires concernant les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les pays du G7 doivent également adopter des mesures visant à réduire les écarts entre le taux de rémunération des PDG et le salaire médian, à éliminer l'esclavage et les salaires indignes, à promouvoir la représentation des employé-e-s dans les conseils d'administration de toutes les entreprises et à soutenir les entreprises sociales, les coopératives et les modèles commerciaux plus équitables.

5. Prendre des mesures concrètes pour la justice climatique en s'engageant à définir des objectifs plus ambitieux dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat, dont :

- des réductions des émissions beaucoup plus élevées, dans le but d'arriver à des émissions de gaz à effet de serre nulles avant 2050, et des plans d'action pour mettre un terme au subventionnement des combustibles fossiles et à leur utilisation ;

- des plans contribuant à la mobilisation des 100 milliards de dollars par an promis par ces pays d'ici 2020 pour promouvoir des actions contre le changement climatique dans les pays en développement, et un engagement envers le déblocage de fonds plus substantiels destinés notamment à l'adaptation. À l'heure actuelle, seule l'Allemagne a fait part de son intention de doubler sa contribution au Fonds vert pour le climat. Les autres pays du G7 doivent de toute urgence s'engager et prendre des mesures fortes, en annonçant leurs objectifs clairement lors de la conférence de reconstitution formelle qui aura lieu plus tard dans l'année, ou même avant.

6. Mener de front la lutte contre les inégalités de genre et économiques en introduisant des mesures qui redressent les déséquilibres de pouvoir économiques, sociaux et politiques et corrigent les normes sociales discriminatoires qui font entrave aux droits des femmes et des filles. Les pays du G7 se doivent d'aller bien au-delà d'interventions fragmentées et d'adopter des approches exhaustives, en définissant un salaire minimum vital, en prenant des mesures pour l'augmentation des revenus perçus par les femmes leur permettant d'accéder à des positions de leader et en se saisissant du problème que représente la responsabilité disproportionnée des femmes en matière d'activités de soins non rémunérées (avec, par exemple, des investissements majeurs dans des services de garde d'enfants abordables et fiables).

Ces dernières années, les pays du G7 ont fait des progrès en termes d'égalité entre les femmes et les hommes. En 2018, le Canada a fait du genre une thématique transversale des discussions tenues lors du Sommet du G7. En 2019, la France, qui préside le G7, a renouvelé le Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes créé en 2017 sous la présidence canadienne, et lui a donné pour tâche d'identifier un ensemble de recommandations provenant de toutes les régions du globe en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Tous les pays du G7 ont d'une manière ou d'une autre œuvré à tenir compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans leurs budgets dans le but d'influencer les décisions de financement, mais aucun n'a encore pleinement et formellement intégré la budgétisation sensible au genre dans ses pratiques⁸⁶, à l'exception du Canada, qui l'a faite passer dans la loi en 2018.

Les pays du G7 doivent introduire la budgétisation sensible au genre à tous les niveaux et rendre l'analyse des disparités entre les genres et la collecte de données obligatoires dans toutes leurs politiques fiscales.

7. Intégrer la lutte contre les inégalités dans les stratégies d'aide au développement pour leur permettre de combattre plus efficacement la pauvreté. L'Agence française de développement (AFD) a déjà pris quelques mesures pour la création d'un cadre régissant la lutte contre les inégalités et la réalisation d'analyses des inégalités, qui soient plus intégrés dans toutes ses interventions⁸⁷, mais tous les pays du G7 doivent redoubler d'efforts, en encourageant par exemple les pays bénéficiaires à mettre au point des plans clairs et ciblés pour réduire les écarts entre riches et pauvres.

Les bailleurs du G7 doivent au minimum augmenter le budget qu'ils allouent à l'aide afin qu'il atteigne l'objectif prévu de 0,7 % des revenus nationaux. Ils doivent également veiller à ce que l'aide soit conçue et attribuée de manière à maximiser son impact sur les inégalités et la réduction de la pauvreté dans les pays les moins privilégiés. En s'inspirant de la politique d'aide internationale féministe adoptée par le Canada en 2017, le G7 doit aussi s'engager, lors du Sommet de Biarritz, à placer l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes au cœur de ses politiques d'aide.

Notes

- 1 G7 2017 Italie, programme politique de Bari sur la croissance et les inégalités. <http://www.g8.utoronto.ca/finance/170513-policy-agenda.pdf>
- 2 Banque mondiale. (2018a). *Poverty and Shared Prosperity 2018*. <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>.
- 3 C. Lakner, D.G. Mahler, M. Negre Rossignoli et E.B. Prydz. (2019). *How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty?* Poverty and Equity Global Practice Working Paper Series ; n° 205. Washington, D.C. Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/739221559589341838/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty>
- 4 D'après les données de l'OIT sur la distribution du revenu du travail, juillet 2019. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_712252/lang--fr/index.htm
- 5 Selon les estimations d'Oxfam d'après les données du Crédit Suisse, dans : Crédit Suisse (2018), *Global Wealth Report* et *Global Wealth Databook*. <https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/global-wealth-report.html>
- 6 OCDE. (2018). *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*. Publication de l'OCDE, Paris. Données disponibles sur : <http://www.oecd.org/fr/social/l-ascenseur-social-en-panne-comment-promouvoir-la-mobilite-sociale-bc38f798-fr.htm>
- 7 Oxfam Italie. (13 septembre 2018). *Il sondaggio Demopolis "I giovani italiani e le disuguaglianze"*. <https://www.oxfamitalia.org/giovanidisuguaglianza-sondaggio-demopolis/>
- 8 Voir note 5 en fin de document. Les données relatives à l'Allemagne sont tirées de la Bundesbank pour l'année 2017. Source : Deutsche Bundesbank, T. Schmidt et J. Le Blanc. (2019). *Private Haushalte und ihre Finanzen. Pressegespräch zu den Ergebnissen der dritten Erhebungswelle* (2017). Disponible à l'adresse : <https://www.bundesbank.de/resource/blob/794146/6de0d2988ae8165f7314d9a74d2ff283/mL/phf-pressegesprach-vermoegensbefragung-2017-data.pdf>
- 9 Discours du président Macron à l'occasion du 100^e anniversaire de la création de l'organisation internationale du travail. Citation originale : « ces dernières décennies ont été marquées par quelque chose qui n'est plus le libéralisme et l'économie sociale de marché, mais qui a été depuis quarante ans l'invention d'un modèle néolibéral et d'un capitalisme d'accumulation qui, en gardant les prémisses du raisonnement et de l'organisation, en a perverti l'intimité et l'organisation dans nos propres sociétés ». <https://ilo.cetc.stream/2019/06/11/address-by-h-e-mr-emmanuel-macron-president-of-the-french-republic-closing-of-the-sitting/>.
- 10 Calculs d'Oxfam fondés sur : Forbes (2018), *The World's Billionaires*, et Crédit Suisse (2018), *Global Wealth Report* et *Global Wealth Databook*, op. cit.
- 11 M. Fried (2018), *Ordonnance pour la pauvreté. Les sociétés pharmaceutiques, entre évasion fiscale, prix abusifs et trafic d'influence*. Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/10546/620548/16/cr-prescription-for-poverty-pharma-180918-summ-fr.pdf>
- 12 Les données relatives à ces quatre sociétés dans ce paragraphe sont toutes tirées de : M. Fried. (2018), *ibid*.
- 13 Observatoire européen des entreprises (2014), *The Fire Power of the Financial Lobby: A Survey of the Size of the Financial Lobby at the EU Level*. http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/financial_lobby_report.pdf
- 14 Observatoire européen des entreprises. (2018). *Corporate capture in Europe: When big business dominates policy-making & threatens our rights*. <https://corporateeurope.org/en/power-lobbies/2018/09/corporate-capture-europe>
- 15 Observatoire européen des entreprises. (2019). *États capturés : les gouvernements nationaux, défenseurs des intérêts privés au sein de l'UE*. <https://corporateeurope.org/en/2019/02/captured-states>, résumé en français : <https://corporateeurope.org/sites/default/files/captured-states-exec-summary-fr.pdf>
- 16 Données de l'OCDE, base de données mondiale des statistiques des recettes publiques. Pour en savoir plus sur la méthodologie employée, se reporter à P. Espinoza Revollo. (2019). *Services publics ou fortunes privées ? Note sur la méthodologie*. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 17 Ce chiffre a été obtenu en combinant deux ensembles de données comparables pour étendre l'analyse aux années les plus récentes :
 - 1) 1981–2015 : données de Tax Foundation. https://github.com/TaxFoundation/data/blob/master/OECD-corporate-income-tax-rates/OECD_corp_income_tax_rates_1981-2015.csv#L1
 - 2) 2016–2019 : base de données statistiques de l'OCDE sur la fiscalité, variable « taux réglementaire d'impôt sur le revenu des sociétés ». Le taux combiné comprend toutes les surtaxes applicables, qui sont parfois temporaires. Par exemple, en 2017, le gouvernement français a prélevé une surtaxe à court terme sur les grandes entreprises dont le chiffre d'affaires dépassait 1 milliard d'euros en 2017. C'est ce qui explique le pic observé à la Figure 3 en 2017 pour la France.
- 18 J.D. Crola (2019), *Sahel : lutter contre les inégalités pour répondre aux défis du développement et de la sécurité*. Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620835/bp-sahel-inequality-030719-fr.pdf>
- 19 Ce chiffre a été obtenu en appliquant un taux d'imposition de 0,5 % aux estimations du patrimoine (déduction faite de la dette) détenue en 2017 par le 1 % de la tranche supérieure dans la répartition de la fortune de chaque pays du G7. Les données sur la fortune sont issues du *Global Wealth Databook 2018* du Crédit Suisse, op. cit.
- 20 En 2017, d'après les données de l'OCDE*, les pays du G7 ont alloué environ 115 milliards de dollars à l'APD au total, ce qui équivaut en moyenne à 0,39 % de leur revenu national. Pour atteindre l'objectif de 0,7 % cette année-là, ils auraient dû y destiner 93 milliards de dollars supplémentaires en tout.

*Voir OCDE (10 avril 2019). *Repli de l'aide au développement en 2018, en particulier vers les pays qui en ont le plus besoin*. <http://www.oecd.org/fr/presse/repli-de-l-aide-au-developpement-en-2018-en-particulier-vers-les-pays-qui-en-ont-le-plus-besoin.htm>
- 21 Oxfam a appliqué les taux nets de l'impôt sur la fortune en Espagne selon une répartition représentative de la richesse au Royaume-Uni sur la base de données transversales issues de l'ensemble de données de l'enquête sur la fortune et le patrimoine (Wealth and Assets Survey, WAS, 2018). Les taux en vigueur en Espagne (*Agenciatributaria.es, 2018*) ont été conservés tandis que les seuils d'imposition ont été convertis de l'euro à la livre sterling en utilisant des coefficients de parité de pouvoir d'achat (OCDE, 2014). Les exonérations et les plafonds inclus dans le régime fiscal espagnol ont également été adaptés. En outre, un plafond fiscal s'applique

- pour garantir que l'impôt payé par ménage ne soit pas inférieur à 20 % de l'impôt sur la fortune qui serait applicable sans ce plafond. Pour en savoir plus, contacter media.unit@oxfam.org.uk
- 22 L. Mutikani. (26 juillet 2019). *U.S. economy misses Trump's 3% target in 2018*. Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-usa-economy-growth/u-s-economy-misses-trumps-3-target-in-2018-idUSKCN1UL1KP>
 - 23 A. Lowrey. (31 juillet 2018). *Are Stock Buybacks Starving the Economy?* *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/07/are-stock-buybacks-starving-the-economy/566387/>
 - 24 Oxfam France. (2019). *Impôt sur le revenu, la réforme qui valait 5 milliards*. p.7 https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/06/Rapport_Oxfam_Impot_sur_le_revenu_niches_fiscales_010719.pdf
 - 25 Données de l'OCDE disponibles dans la bibliothèque électronique de l'OCDE : *Panorama de l'éducation*. https://www.oecd-ilibrary.org/education/data/panorama-de-l-education_eag-data-fr.
 - 26 Openpolis. (18 décembre 2018). *L'Italia spende meno della media europea in educazione*. <https://www.openpolis.it/litalia-spende-meno-della-media-europea-in-educazione/>
 - 27 McKinsey Global Institute. (2019). *Inequality: a persisting challenge and its implications*. Document de discussion, juin 2019, fondé sur les données de l'OCDE. <https://www.mckinsey.com/industries/public-sector/our-insights/inequality-a-persisting-challenge-and-its-implications>
 - 28 Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, pauvreté mesurée après impôt et transferts, tranche d'âge des 0–17 ans.
 - 29 ANSA. (28 novembre 2018). *1 in 8 children in absolute poverty*. http://www.ansa.it/english/news/general_news/2018/11/28/1-in-8-children-in-absolute-poverty_468f68bd-31c8-462d-bf34-3efa21498f90.html
 - 30 Institute of Fiscal Studies. (2017). *Living standards, poverty and inequality in the UK: 2017–18 to 2021–22*. <https://www.ifs.org.uk/publications/10029>
 - 31 *Déclaration de Philip Alston, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, lors de sa visite au Royaume-Uni, à Londres*. 16 novembre 2018. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23881&LangID=E>
 - 32 Voir D. Mangan (25 juin 2013). *Medical Bills Are the Biggest Cause of US Bankruptcies: Study*. CNBC. <http://www.cnn.com/id/100840148>
 - 33 Economic Policy Institute. *How would repealing the Affordable Care Act affect health care and jobs in your state?* <https://www.epi.org/aca-obamacare-repeal-impact/>
 - 34 En ce qui concerne les investissements réalisés par la France, le Royaume-Uni et la Banque mondiale dans les écoles du réseau Bridge International Academies, se reporter à : The Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights. (2018). *Bridge International Academies Investors*. <https://static1.squarespace.com/static/5a6e0958f6576ebde0e78c18/t/5ac93c85562fa79982585120/1523137670292/List-of-BIA-investors.pdf>
 - 35 K. Malouf Bous et J. Farr (2019). *False Promises: How delivering education through public-private partnerships risks fueling inequality instead of achieving quality education for all*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/false-promises-how-delivering-education-through-public-private-partnerships-ris-620720>. DOI : 10.21201/2019.4290.
 - 36 Ibid.
 - 37 B. Hunter et S. Murray (2019). *Deconstructing the financialization of healthcare*. *Development and Change* 0(0): 1–25. <https://doi.org/10.1111/dech.12517>
Jones, T. (2017). *Double Standards: How the UK promotes rip-off health PPPs abroad*. Jubilee Debt Campaign. <https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2017/08/Double-standards-final.pdf>
 - 38 B. Hunter et A. Marriott (2018). *Development Finance Institutions: The (in)coherence of their investments in private healthcare companies*. Page 1. <http://www.realityofaid.org/wp-content/uploads/2018/12/2-Development-Finance-Institutions-The-incoherence-of-their-investments-in-private-healthcare-companies.pdf>
 - 39 Ambassade de France aux États-Unis. *Discours d'Emmanuel Macron à l'université de Ouagadougou*, 4 décembre 2017. <https://franceintheus.org/spip.php?article8412>
 - 40 Indice Janus Henderson Global Dividend. Édition du 17 février 2018. https://az768132.vo.msecnd.net/documents/115062_2018_05_18_09_55_33_730.gzip.pdf
 - 41 K. Beioley. (21 février 2019). *Global dividends hit new record*. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/7b7ec574-3448-11e9-bb0c-42459962a812>
 - 42 L'explication de l'auteur repose sur le rapport 2018/2019 sur les salaires mondiaux de l'OIT (https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_650553/lang--en/index.htm) et l'indice Janus Henderson Global Dividend de 2018, op. cit.
 - 43 Voir la note 42.
 - 44 Eurostat. Taux de risque de pauvreté au travail par sexe. <https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tesov110&plugin=1>
 - 45 Oxfam Italy et Terra! (2018). *Human Suffering in Italy's Agricultural Value Chain*. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/human-suffering-in-italys-agricultural-value-chain-620479>
 - 46 Observatoire des inégalités. (14 mai 2019). *Un million de travailleurs pauvres en France*. https://www.inegalites.fr/Un-million-de-travailleurs-pauvres-en-France?id_theme=15
 - 47 D. Gardener et J. Burnley. (2015). *Made in Myanmar: Entrenched Poverty or Decent Jobs for Garment Workers?* Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/made-myanmar>
 - 48 R. Willoughby et T. Gore. (2018). *Derrière le code-barre : Des inégalités en chaînes*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/ripe-for-change-ending-human-suffering-in-supermarket-supply-chains-620418>. DOI : 10.21201/2018.1787.
 - 49 Ibid.

- 50 High Pay Centre. (2013). *One Law for them: How Big Companies Flout Rules on Executive Pay*. <http://highpaycentre.org/pubs/one-law-for-them-how-big-companies-flout-rules-on-executive-pay> ; et le Chartered Institute of Personnel and Development, en association avec le High Pay Centre. (2018). *Executive Pay: Review of FTSE 100 Executive Pay*, Rapport n° 7741. <https://www.cipd.co.uk/knowledge/strategy/reward/executive-pay-ftse-100-2018>
- 51 Unite Against Austerity, données basées sur les revenus du PDG le mieux payé du Canada : <http://www.uniteagainstausterity.ca/#fn:3> ; et G. Scott. (20 janvier 2015). *Canada's Top 100 highest-paid CEOs of 2015*. *Canadian Business*. <https://www.canadianbusiness.com/lists-and-rankings/richest-people/top-100-highest-paid-ceos-2015/>
- 52 Indice boursier français de référence déterminé à partir des cours de quarante actions cotées en continu sur le marché parmi les cent sociétés dont les échanges sont les plus abondants sur Euronext Paris.
- 53 M. Aubry, C. Alliot et S. Ly. (2018). *CAC 40 : des profits sans partage*. Oxfam France. https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2018/05/file_attachments_vfrapport_oxfam_cac40_des_profits_sans_partage.pdf
- 54 R. Willoughby et T. Gore. (2018). *Derrière le code-barre*, op. cit.
- 55 M. Konczal. (15 août 2018). *The Shareholder Revolution Devours Its Children*. *The Nation*. <https://www.thenation.com/article/the-shareholder-revolution-devours-its-children/>
- 56 Carbon Brief, at <https://www.facebook.com/carbonbrief/videos/84972228708180/>. Début 2019 : 1) États-Unis – 397 gigatonnes d'équivalent CO₂ ; 2) Chine – 214 ; 3) Ex-URSS – 180 ; 4) Allemagne – 90 ; 5) Royaume-Uni – 77 ; 6) Japon – 58 ; 7) Inde – 51 ; 8) France – 37 ; 9) Canada – 32 ; 10) Pologne – 27.
- 57 T. Gore. (2015). *Inégalités extrêmes et émissions de CO₂ : Pourquoi l'accord sur le climat de Paris doit donner la priorité aux populations les plus pauvres, les moins émettrices et les plus vulnérables* Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/extreme-carbon-inequality>
- 58 Information basée sur les analyses de données de : R. King. (2015). *Carbon Emissions and Income Inequality*. Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/582545/tb-carbon-emissions-inequality-methodology-021215-en.pdf?sequence=2> – voir méthodologie.
- 59 Oxfam International. *Cyclone Idai au Mozambique, Zimbabwe et Malawi*. <https://www.oxfam.org/fr/urgences/cyclone-idai-au-mozambique-zimbabwe-et-malawi>
- 60 J. Worland. (22 avril 2019). *Climate Change Has Already Increased Global Inequality. It Will Only Get Worse*. *Time*. <https://time.com/5575523/climate-change-inequality/>. Recherche d'origine : N.S. Diffenbaugh et M. Burke. (2019). *Global warming has increased global economic inequality*. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, mai 2019, 116 (20) 9808-9813 ; DOI : 10.1073/pnas.1816020116.
- 61 Ibid. voir Annexe.
- 62 Climate Action Tracker. <https://climateactiontracker.org/countries/>
- 63 Communiqué de presse du ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire. <https://www.bmu.de/pressemitteilung/kabinett-billigt-klimaschutzbericht-2018> ; rapport en anglais : <https://www.dw.com/en/germany-to-fall-short-of-2020-climate-goals-report/a-47395605>
- 64 Voir J. Wettengel. (18 juin 2019). *Germany to support EU climate neutrality by 2050 – leaked documents*. Clean Energy Wire. <https://www.cleanenergywire.org/news/germany-support-eu-climate-neutrality-2050-leaked-documents>
- 65 L'engagement de 100 milliards de dollars est stipulé à la fois dans l'Accord de Copenhague (2009) : <https://unfccc.int/fr/node/6103> et dans les Accords de Cancún (2010) : <http://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/eng/07a01.pdf>
- 66 McKinsey Global Institute. (2019). Op.cit.
- 67 Données de l'OCDE – Taux d'activité, 15–64 (2017) : <https://stats.oecd.org/index.aspx?queryid=54748>
- 68 McKinsey Global Institute. (2019). Op. cit.
- 69 Living Wage Foundation. (10 novembre 2017). *Women continue to be hit hardest by low wages in UK*. <https://www.livingwage.org.uk/news/news-women-continue-be-hit-hardest-low-wages-uk>
- 70 A. Poidatz. (2018). *Pauvreté au travail : Les femmes en première ligne*. Oxfam France. <https://www.oxfamfrance.org/actualite/femmes-travailleuses-pauvres-une-bataille-de-tous-les-jours/>
- 71 OECD.stat, Fréquence de l'emploi à plein temps par sexe (définition nationale), données de 2017.
- 72 OECD.stat, Part des travailleurs à temps partiel involontaire, données de 2017.
- 73 Base de données Égalité femmes-hommes, institutions et développement (GID-DB). 2019. <https://stats.oecd.org/index.aspx?queryid=54748>
- 74 Gouvernement japonais. Enquête sur la situation professionnelle en 2017. Résumé des résultats. <https://www.stat.go.jp/english/data/shugyou/pdf/sum2017.pdf>
- 75 Toutes les données sur l'APD proviennent de l'OCDE, voir en particulier l'OCDE. (10 avril 2019). *Repli de l'aide au développement en 2018, en particulier vers les pays qui en ont le plus besoin*, op. cit (note 20).
- 76 OCDE. Profils de la Coopération pour le développement pour 2019 : <http://www.oecd.org/fr/cad/rapport-cooperation-pour-le-developpement/>
- 77 E. Seery et J. Seghers. (2019). *Droit au but ? Pour une aide au développement qui cible la lutte contre les inégalités*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/hitting-the-target-an-agenda-for-aid-in-times-of-extreme-inequality-620721>. DOI : 10.21201/2019.4207.
- 78 Données de l'OCDE sur l'APD : <https://www2.compareyourcountry.org/oda?cr=oecd&lq=fr>
- 79 Profils de la Coopération pour le développement de l'OCDE pour 2019, op. cit.
- 80 ICAI. (2019). *CDC's investments in low-income and fragile states. A performance review*. Mars 2019. <https://icai.independent.gov.uk/wp-content/uploads/CDC-26.03.19.pdf>
- 81 Pour des données sur l'APD, voir : <https://www.oecd.org/development/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2017-detailed-summary.pdf> ; pour des données sur l'aide à la mobilisation de ressources domestiques, voir *l'ensemble de données d'ATI pour 2017* : <https://www.addistaxinitiative.net/ati-monitoring>

- 82 OCDE. (2019). *Aide à l'appui de l'égalité homme-femme et de l'autonomisation des femmes*. Dernière consultation le 29 avril 2019, sur la page <http://www.oecd.org/fr/cad/stats/aidealappuidelegalitehommes-femmesetlautonomisationdesfemmes.htm>
- 83 Toutes les données de cette section proviennent de : Government of Canada/Gouvernement du Canada. Politique d'aide internationale féministe du Canada. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/policy-politique.aspx?lang=fra
- 84 ISTAT, *BES in the Economic and Financial Document*, 17 avril 2019. <https://www.istat.it/en/well-being-and-sustainability/the-measurement-of-well-being/bes-in-the-economic-and-financial-document>
- 85 Government of Canada/Gouvernement du Canada. (18 juillet 2019). *La bonification de l'Allocation canadienne pour enfants permettra aux familles de la classe moyenne d'obtenir plus d'argent*. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/nouvelles/2019/07/la-bonification-de-lallocation-canadienne-pour-enfants-permettra-aux-familles-de-la-classe-moyenne-dobtenir-plus-dargent5.html>
- 86 FMI. (2017). *Gender Budgeting in G7 Countries*. <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2017/05/12/pp041917gender-budgeting-in-g7-countries>. Voir Encadré 3 en particulier.
- 87 Agence française de développement. (2018). *Pour un monde en commun : Plan d'orientation stratégique 2018-2022*. <https://www.afd.fr/fr/plan-dorientation-strategique-2018-2022>

Oxfam www.oxfam.org

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays : Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam en Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France (www.oxfamfrance.org), Oxfam GB (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk), Oxfam Inde (www.oxfamindia.org), Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org), Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz), Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca). Membre observateur : KEDV (Oxfam Turquie)